# L'industrie du sauvage

D'une pratique traditionnelle, la cueillette de plantes sauvages s'est aujourd'hui muée en véritable activité économique. Le projet FloreS, initié par Claire Julliand, accompagne les cueilleurs dans la professionnalisation de leur métier.

L'ail des ours, que l'on trouve sur le campus est menacée de surexploitation en Europe, explique Claire Julliand. F. Imhof © UNIL

**Sophie Badoux**

Une silhouette courbée dans un paysage verdoyant. Génépi, gentiane, arnica ou aubépine : des plantes sauvages qui deviennent bonbons, tisanes, médicaments ou parfums. Dans l'imaginaire commun, le geste ancestral de la cueillette présente une image bucolique forte. Le retour à la nature, aux recettes de grand-mère et aux ingrédients sauvages, qui s'observe autant dans le marketing des industriels que chez les consommateurs friands d'ouvrages de développement personnel, y participe grandement. « La cueillette souffre d'un problème de représentation, car pour ceux qui la pratiquent professionnellement, c'est tout sauf une activité bucolique », explique Claire Julliand, assistante-doctorante à l'Institut de géographie et de durabilité de l'UNIL. La cueillette commerciale reste d'ailleurs largement méconnue en Europe. En effet, le Vieux-Continent représente seulement depuis peu une opportunité pour l'industrie, qui s'approvisionnait jusqu'ici principalement dans les pays en développement. Mais leurs cadres juridiques environnementaux de plus en plus sévères, ainsi que les exigences de traçabilité des consommateurs ont changé la donne.

*Le projet FloreS doit permettre le dialogue entre cueilleurs et industriels.*

Depuis plus de dix ans, la chercheuse s'intéresse ainsi aux enjeux de la cueillette commerciale en France, ainsi qu'aux motivations et aux modes de vie des producteurs-cueilleurs. Au travers du projet FloreS, réalisé en collaboration avec l'Association française des cueilleurs professionnels de plantes sauvages (AFC) et AgroParisTech, elle souhaite accompagner la corporation dans son parcours vers la reconnaissance de ses savoir-faire professionnels. Le projet – lauréat de l'appel à proposition « Biodiversité et savoirs locaux » de la Fondation d'entreprise Hermès – doit permettre aux cueilleurs professionnels ainsi qu'aux autres acteurs de la filière (industriels de la cosmétique, de la pharmacie ou de l'agro-alimentaire, et responsables des politiques publiques de préservation de l'environnement)

d'engager le dialogue. « Il est difficile de connaître réellement le nombre de personnes cueillant à des fins commerciales puisque le métier n'existe pas officiellement », précise la chercheuse. Accompagner cette démarche de professionnalisation, en posant un regard scientifique sur les aspects environnementaux et sociologiques, en proposant aux cueilleurs d'établir une charte de cueillette durable, et en identifiant les voies de régulation possibles pour y arriver, sont aussi les principaux aspects au cœur du projet FloreS pour les deux années à venir.

## Du familial au commercial

Cueillir, une activité d'apparence simple derrière laquelle se cache une pratique complexe recouvrant diverses réalités selon les époques, les territoires, les plantes et l'univers social du cueilleur. Si le recours à l'aliment sauvage survient d'abord dans les contextes de disette au Moyen Age, son commerce fleurit ensuite dans le cadre des marchés locaux puis de la fabrication de remèdes au XVII^e^ siècle. Au XX^e^ siècle, la cueillette est principalement un moyen pour les agriculteurs d'arrondir leurs fins de mois. Mais on observe aussi un changement d'échelle. « Dès les années 1950, on passe d'une cueillette familiale à une cueillette commerciale, organisée et destinée à fournir le secteur industriel. Les cueilleurs ne sont alors plus strictement issus du milieu agricole mais ce sont des ouvriers, des saisonniers ou des étudiants. Le développement des industries des parfums et des cosmétiques encourage cette transformation », analyse Claire Julliand. Dans les années 1970, le mouvement de retour à la terre favorise des productions alternatives de plantes aromatiques et médicinales. Les producteurs sont alors souvent des néo-ruraux d'origine citadine. Ce sont eux qui vont participer activement aux démarches de reconnaissance de la profession. Un processus qui n'est pas encore achevé aujourd'hui.

## Exigences et marketing contradictoires

La volonté de se professionnaliser provient beaucoup du fait que les cueilleurs doivent faire face à de nouvelles exigences du secteur industriel. Ces dernières impliquent une standardisation des pratiques, qui va en réalité à l'encontre du discours marketing. « Pour leur image, les entreprises misent autant sur l'aspect local – respect de la nature, qualité et vertu particulières d'un produit naturel – que sur les pratiques « artisanales » de la cueillette. Mais leurs attentes en termes d'approvisionnement ne sont pas toujours conformes à la disponibilité de la plante, allant parfois à l'encontre de pratiques durables et exerçant une pression sur la ressource comme sur les cueilleurs », explique Claire Julliand.

En outre, les politiques agricoles de préservation de la biodiversité deviennent de plus en plus restrictives, forçant les cueilleurs à se déplacer là où les règlements sont plus souples. En France, les interdictions sont régies par département ou par région, mais il n'existe pas de réflexion globale au niveau du gouvernement. « Même si ce sont des espèces communes qui sont généralement récoltées, une surexploitation peut entraîner un risque. L'ail des ours en est un bon exemple. On le retrouve dans beaucoup de produits industriels mais il n'est pas cultivé en Europe. Une menace de surexploitation pèse donc sur cette plante. » Pour réguler, il faudrait cependant avoir plus de données chiffrées sur l'activité. Une réflexion doit aussi être menée sur la manière de légiférer – par plantes, par secteurs d'activité ou par territoires ? – pour ne pas simplement prononcer des interdictions, qui sont alors régulièrement contournées.

Préserver l'exploitation de ressources naturelles dans des pays en voie de développement paraît aujourd'hui une évidence. Bon nombre d'associations et de labels équitables y œuvrent. Le projet FloreS souhaite cependant rappeler qu'en Europe aussi une menace pèse sur la flore sauvage et que l'équilibre fragile entre cueilleurs, propriétaires fonciers, environnement et industriels ne doit en tout cas pas être tenu pour acquis.

*Publicité*